

## La France Agricole / Actualités

### Maroc : « Les territoires délaissés sont propices aux trafics » (interview)

Publié le mardi 16 décembre 2014 - 16h11



Abdelkrim Anbari est agriculteur sur 15 hectares dans la région centrale de Tadla-Azilal au Maroc. Cette zone de plaine, au pied de l'Atlas, bénéficie de l'irrigation. Il est éleveur laitier et vice-président de sa coopérative (« Badr »). Il cultive aussi, pour le marché local, des betteraves sucrières, des olives pour l'huile et des grenadiers. Il est venu à Paris pour participer au colloque de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm), organisé au centre de conférence de l'OCDE (1) le 16 décembre, en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD).

#### **En quoi le colloque « agriculture délaissée : terreau de l'insécurité » vous a-t-il interpellé ?**

La sécurité d'un territoire dépend de l'occupation des terres par les agriculteurs, qui dépend elle-même de la présence des pouvoirs publics dans la région. Le Maroc n'est pas un pays en conflit comme le Mali, mais si des terres sont délaissées dans des zones reculées, on ne peut pas imaginer ce qui peut arriver. À trois kilomètres de chez moi, des agriculteurs sont partis pour immigrer en Espagne. Malheureusement, les personnes qui les ont remplacés sont là pour le trafic de la drogue. À terme, cela posera un vrai problème d'insécurité car les pouvoirs publics sont très peu présents dans ces zones rurales. Les trafiquants, une fois bien installés, défendront leurs intérêts et s'en prendront aux producteurs voisins qui risqueront de fuir et laisseront la place à une zone de non-droit. Et la situation est pire encore dans les zones frontalières.

#### **Que faites-vous pour défendre vos intérêts ? Êtes-vous entendus ?**

En 2008, nous avons créé l'association Raccord (Réseau d'accompagnement des coopératives et organisations rurales de développement) dont je suis le président. L'objectif de notre association est de promouvoir des solutions pour le développement rural au Maroc. Nous sommes complètement indépendants des partis politiques afin de promouvoir uniquement l'intérêt des producteurs et des habitants des zones rurales, et ainsi éviter tout conflit entre les membres. Au

début, nous étions mal perçus par le pouvoir politique qui n'appréciait pas que l'on vienne donner un avis, voire que l'on conteste ses décisions. Mais depuis deux ans, cela s'améliore, le gouvernement met des moyens à notre disposition et la situation tend à s'améliorer même si du chemin reste à faire.

### **Plus largement, quels sont les enjeux du développement de l'agriculture marocaine ?**

Le gouvernement a mis en place en 2008 le « plan Maroc vert » qui est notre politique agricole nationale. Ce dispositif divise l'agriculture en deux : d'un côté les « agrégateurs » et, de l'autre, les « agrégés ». Les agrégateurs sont les grosses structures (coopératives, industries de transformation, exportateurs) qui gèrent la commercialisation de la production agricole des agrégés qui sont, pour la plupart, des petits producteurs. Le « plan Maroc vert » est une bonne chose, mais, comme toute politique qui vient d'être mise en place, il nécessite certains ajustements. Il y a par exemple une faille au niveau des subventions qui sont allouées puisqu'un petit producteur comme un gros producteur touchera le même niveau de subventions. À mon sens, c'est une injustice. Les petits producteurs doivent avoir davantage de moyens pour se moderniser.

(1) OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

Propos recueillis par Pauline Bourdois

Vous avez trouvé cet article à l'adresse suivante :  
**<http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/maroc-les-territoires-delaisses-sont-propices-aux-trafics-interview-97926.html>**

Copyright : Lafranceagricole.fr